

Article 29 du Règlement

les députés. Il s'agit de rendre leur dignité à tous les habitants de l'Afrique du Sud. On nous exhorte toutefois à agir rapidement et plusieurs députés ont rappelé que nous n'avons qu'une dizaine de jours pour nous décider, car en août ce serait trop tard. Qu'on me permette de rappeler brièvement la réalité à laquelle doit faire face tout pays qui envisage de prendre des sanctions économiques contre l'Afrique du Sud.

● (1640)

Je suis reconnaissant au député de Spadina (M. Heap) des renseignements qu'il m'a fournis et qui m'ont permis de comprendre cette question particulière. Hormis le fait que cette côte s'étend sur 1,500 milles de long et qu'elle est une passoire quand vient le temps d'offrir de l'aide à ce pays, et de commercer avec lui, je me rappelle que le comité des affaires extérieures a rencontré à huis clos, il y a environ un an, un représentant du gouvernement soviétique. Il s'agissait, je crois, du ministre des Affaires étrangères. Le député de Spadina a assisté à cette réunion qui a duré environ une heure, conformément à l'une des conditions posées par les Soviétiques. Comme le député de Spadina n'a pas pu poser de question au représentant soviétique, je lui ai demandé après la réunion ce qu'il avait voulu lui demander. Il m'a répondu qu'il arrivait de New York où il avait rencontré des groupes qui luttent contre l'apartheid. Pendant son séjour, il a appris que l'Union soviétique vendait du pétrole à l'Afrique du Sud. C'est là que réside le problème.

Un de mes vieux professeurs avait l'habitude de dire que le roi Commerce mène le monde. De fait, après les États-Unis, l'Afrique du Sud est le pays le plus indépendant du monde sur le plan économique sauf pour le pétrole. Cette république pourrait très bien survivre au point de vue économique, même si on l'entourait d'un mur de béton. Grâce à la technologie qui permet de convertir le charbon en essence, elle peut être largement indépendante au point de vue économique. Pourtant le pays est assez astucieux pour faire des affaires avec tous les partenaires possibles.

L'Union Soviétique, dans sa philosophie hypocrite, critique partout dans le monde le régime haineux de l'apartheid tout en vendant du pétrole à l'Afrique du Sud et en fournissant des armes au Congrès national africain pour que ses membres puissent s'entretuer et combattre le régime raciste de ce pays qui utilise contre eux le pétrole qu'il reçoit.

Je me demande si les députés savent à quel point il est difficile de prendre des sanctions efficaces. Ils disent que nous devons faire quelque chose. Je leur ferais simplement remarquer que, Dieu merci, le Canada s'est toujours bien comporté pour traiter, ce que nous appelons avec une certaine désinvolture, les questions morales. Lorsque la dignité humaine est en jeu, le Canada dispose de bons antécédents. Il a une grande influence parce qu'il ne vend pas cette crédibilité facilement ni à bon marché. Par conséquent, nous devons utiliser la réputation que nous nous sommes valués au cours des années, en unissant nos efforts avec d'autres qui ont la même réputation en vue de mener une action concertée pour mettre fin à ce régime.

Je demande aux députés de considérer la nature du problème et de ne pas demander au gouvernement d'agir trop vite, de crainte que la rapidité même des mesures prises ne compromette les résultats recherchés et ne pas exiger une intervention

qui nuirait au succès que nous pourrions raisonnablement espérer. Je pense que nous avons tenu un bon débat sur cette question. J'espère que nous en aurons d'autres sur le sujet de l'oppression, où qu'elle se produise dans le monde, et que nous nous encouragerons mutuellement à ne pas adopter une vision sélective lorsque nous chercherons à dénoncer cette oppression.

J'ai visité l'Afrique du Sud, non pas sous les auspices d'un gouvernement, mais pour travailler à la réconciliation. J'ai demandé à une jeune fille asiatique, à Durban, quelles études elle suivait et elle m'a répondu, les larmes aux yeux, qu'elle voulait être pharmacienne, mais que lorsqu'elle aurait son diplôme, elle toucherait la moitié du salaire auquel elle aurait droit si elle était blanche. Comment pouvons-nous accepter cette situation?

Pendant que j'étais en Afrique du Sud, j'ai parlé à un noir président de banque, dont le frère était médecin. Il nous a dit que son frère avait été témoin d'un accident de voiture où une blanche avait été blessée. Le médecin noir est allé porter secours à la dame, mais un blanc est arrivé en voiture et lui a dit: «Ne la touchez pas». Après cela, j'ai eu un avant-goût de cette infamie qu'est l'apartheid.

Il y a deux semaines, je me suis rendu à Berlin-Est pour travailler à un dossier sur les droits de la personne. J'ai lu un document datant de plusieurs années sur les frustrations éprouvées par le groupe de surveillance de l'accord d'Helsinki derrière le rideau de fer. J'ai pris connaissance des punitions infligées à des gens qui voulaient seulement leur liberté au même titre que les noirs de l'Afrique du Sud. J'ai connu alors les frustrations que leur valait le régime oppressif de l'Union Soviétique. Comme je le disais tout à l'heure, il importe peu de vivre sous la botte du gouvernement de l'Afrique du Sud ou du régime soviétique. On en souffre tout autant où qu'on soit dans le monde. J'espérais que ce débat serait, pour nous tous, l'occasion de scruter les mécanismes de l'oppression dans une optique générale qui fasse fi de nos différences partisans.

M. Brian Tobin (Humber—Port-au-Port—Sainte-Barbe): Monsieur le Président, que mes premières paroles soient l'expression de ma reconnaissance envers tous les députés qui ont bien voulu participer à ce débat cet après-midi et envers le député de Surrey—White Rock—Delta-Nord (M. Friesen) qui a eu raison de nous mettre en garde. Je crois qu'il a bien mérité la réputation que lui vaut son objectivité et sa prudence lorsqu'il analyse des questions de ce genre. Sa vision porte au-delà de l'événement qui fait les manchettes et j'estime qu'il a amplement gagné le droit d'intervenir ainsi à la Chambre.

Je conviens avec lui que nous ne pouvons adopter une vision trop sélective des choses. Nous ne pouvons ni cerner ni combattre d'une façon sélective l'oppression qui existe dans le monde. Je m'accorde à dire avec lui que nous ne pouvons pas ne pas remarquer ou feindre d'ignorer l'hypocrisie d'un régime soviétique qui condamne un régime mauvais tout en lui fournissant le combustible nécessaire au fonctionnement de l'appareil permettant à ce régime de se perpétuer.

● (1650)

Autant j'en conviens, autant je me dis qu'ayant reconnu que l'Union Soviétique ou d'autres pays peuvent d'une part condamner un régime mauvais et de l'autre lui fournir le pétrole nécessaire à son économie, autant je ne puis accepter que nous